

MALGRÉ LE «DÉCRET RECTIFICATIF» DE BOUTEFLIKA**Lamamra-Messahel : le flou persiste**

L'Algérie aura vécu, pendant quatre jours, depuis jeudi dernier, une situation des plus cocasses : avec deux ministres aux Affaires étrangères. Un intermède vite clos, certes, mais l'image du pays à l'étranger en aura pris un sacré coup. Comment l'Etat algérien peut-il se tromper aussi lourdement, et à son plus haut niveau de la hiérarchie, sur des questions aussi lourdes ?

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Voilà ce qui restera, en effet, de ce remaniement ministériel en deux temps et qui fleurit bon l'improvisation, la précipitation et une lutte flagrant des clans au sommet.

Jeudi dernier, donc, un communiqué de la présidence de la République annonce la nomination de Abdelkader Messahel, jusqu'alors ministre délégué aux Affaires maghrébines et africaines, au poste de ministre des Affaires maghrébines et africaines et de la Coopération internationale. En résumé, ministre des Affaires étrangères, tout court. Rien d'anormal jusque-là, au vu, du reste, du parcours de l'homme et de son expérience incontestable en la matière.

Sauf que, en même temps, le détenteur du même portefeuille de souveraineté, en l'occurrence le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra est ... reconduit !

Ce cas de figure vouait naturellement la diplomatie algérienne à une inertie certaine et est de nature à provoquer une permanente guerre des prérogatives entre les deux hommes en même temps qu'il déboussole et nos représentations diplomatiques à l'étranger et nos partenaires dans le monde.

Heureusement que, hier, dans l'après-midi, un autre mini-remaniement, un décret présidentiel «rectificatif» en fait, est venu remettre un peu d'ordre. Ainsi, Ramtane

Lamamra est promu au rang de ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale tandis que change la dénomination du portefeuille de Abdelkader Messahel, désormais ministre des Affaires maghrébines, africaines et de la Ligue arabe. Si l'on y ajoute l'autre décret présidentiel «rectificatif», pris dans la même journée d'hier et destiné, celui-là, à «repêcher» le désormais ancien ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, et en vertu duquel il est nommé comme ministre conseiller auprès du président de la République, chargé des Affaires énergétiques, la boucle est vraiment bouclée : oui, effectivement, le dernier remaniement, nullement prévu en ce moment, n'aura été qu'une synthèse de «conjoncture» entre clans. Deux clans. Chacun des deux «antagonistes» ayant placé les siens ou les ayant réhabilités dans la perspective d'échéances cruciales à venir. Bien entendu, tout cela est dû, s'explique et est intimement lié à la maladie de Abdelaziz Bouteflika...

K. A.



Abdelkader Messahel et Ramtane Lamamra.

Photo : Samir Sid

LE CONSULTANT SAMMY OUSSEDIK AU FORUM DE LIBERTÉ :**L'Algérie est en «manque» d'hommes d'Etat, de projet d'avenir**

L'Algérie est en «manque» d'hommes d'Etat, de projet d'avenir, considère le consultant Sammy Oussedik qui estime que le pays n'a qu'une marge de manœuvre limitée dans le temps, avant «le choc».

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Invité hier du Forum du quotidien *Liberté*, l'expert en finances, relations internationales et conseil en stratégie d'entreprises, Sammy Oussedik, estimait que l'Algérie est confrontée à «une combinaison» de menaces tant externes (conflits et instabilité aux frontières) qu'internes, une crise «multidimensionnelle, multiforme», des «crispations».

Ainsi, explicitera-t-il, la situation du pays est marquée par l'«épuisement», l'«étiolement» des modèles rentiers (la rente révolutionnaire, la rente des hydrocarbures), une crise des valeurs «dans la société civile, politique», le dévoiement du sens du travail et de l'intérêt général, la violence rendue «légitimée, sacralisée», la prédation, la corruption en tant que mode de redistribution des richesses. Mais les Algériens «étant condamnés à vivre ensemble», Sammy Oussedik relèvera donc l'«urgence» d'agir, de mobiliser la société, de la «fédérer» sur la base d'un «grand dessein», d'une vision commune. Appelant à rompre avec le «zaïmisme», l'«unanimité», il estime qu'il est temps que des élites éclairent le chemin, qu'il faut «renouer» avec les valeurs. Cela même s'il reste «dubitatif» quant à la possibilité d'une «transition pacifique» qu'il souhaite pourtant. Or, l'invité de *Liberté* observe que la rhétorique, le discours des partis politiques fait rarement référence à un projet d'avenir.

«Nous avons des hommes d'argent, des hommes de pouvoir mais nous manquons d'hommes d'Etat», dira le consultant. Voire, «ces hommes d'Etat existent mais sont rares», rectifiera Sammy Oussedik qui considérerait auparavant que davantage qu'une question de «per-



Sammy Oussedik souhaite une transition pacifique.

sonnes», c'est «la matrice» — cet ensemble de «cercles non étanches», constitués de décideurs, d'hommes politiques en exercice ou dans la périphérie, de technocrates et de «clientèles» abreuvées par la

rente — qui a «engendré la situation actuelle».

Il s'agit d'œuvrer à offrir, «construire» une alternative à la situation actuelle, d'autant que l'Algérie, avertit-il, «se dirige vers le

mur, le moment où la courbe des revenus et celle des besoins vont se croiser», s'entrechoquer. Mais le pays n'a qu'une marge de manœuvre limitée dans le temps, observera-t-il, les disponibilités du Fonds de régulation des recettes risquant de fondre en moins de trois ans si elles continuent à couvrir les déficits budgétaires. Comment pouvoir réduire l'impact de ce choc ? Comment pallier la «panne d'imagination face à la crise» ? A ce questionnement, l'hôte du forum qui s'interrogera sur ce «qu'on a fait durant les quinze glorieuses de la manne» des hydrocarbures, considère que l'Algérie ne peut se «payer le luxe de rester dans son splendide isolement» et doit se préparer à affronter un monde «âpre».

L'opportunité selon Sammy Oussedik d'œuvrer collectivement à restaurer l'intérêt général qu'incarne l'Etat, la notion de travail et d'impulser une série d'actions stratégiques, de réformes en termes de rationalisa-

tion des dépenses publiques, évaluation et audit des politiques publiques, «réinitialisation» du système financier, réforme fiscale, refondation de la politique industrielle, réexamen du mode d'insertion dans l'économie mondiale... fiscal, financier, commercial...

A charge cependant d'agir sur la base de la «cohérence», l'«efficacité» et l'efficacité en termes de réglementation et allocation des ressources, insistera Sammy Oussedik. Une problématique et des défis à relever que ce consultant avait déjà abordés dans une note «Reset Algeria : éléments de méthode, principes et mesures», rédigée en mars 2014, à la veille de l'élection présidentielle. Et des enjeux que l'impulsion d'Ibtikar, un mouvement de réflexion et d'action, citoyen, transgénérationnel, collaboratif, et dans lequel ce consultant s'implique actuellement, pourrait contribuer à éclairer.

C. B.

BOUDJEMAÂ TALAI VEUT RATTRAPER LE RETARD DE GHOUL**Un méga-groupe pour secouer le secteur des transports**

Le secteur des transports est appelé à connaître une nouvelle organisation dans le cadre de la nouvelle politique industrielle décidée par le gouvernement en 2014. Dans ce sens, le nouveau ministre des Transports, M. Boudjemaâ Talai, a présidé, hier, une réunion des cadres de son département. L'objectif : rattraper le retard accusé par son prédécesseur.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est en présence de tous les responsables du secteur, dont les patrons des entreprises publiques, que la réunion présidée par le successeur d'Amar Ghoul à la tête du département des transports, a passé en revue la situation qui prévaut dans le secteur.

A ce titre, le nouveau ministre des Transports a fait part de la mise en place prochaine d'un nouveau

schéma organisationnel. Ce schéma définira les contours de la nouvelle politique initiée par le gouvernement Sellal et qui consiste à regrouper en une seule entité les différentes entreprises du secteur des transports. L'objectif assigné à cette organisation est de «créer un grand groupe du transport appuyé par des sous-groupes spécifiques pour chaque activité». En effet, si l'idée n'est pas encore validée, il

n'en demeure que «la démarche est identique à celle initiée par le ministre de l'Industrie dans son secteur».

Cette nouvelle organisation intervient, faut-il le rappeler, au moment où le secteur des transports connaît une relance de ses activités à travers, notamment, le renforcement de la flotte d'Air Algérie, l'accord pour l'acquisition de nouveaux bateaux pour le transport des marchandises et l'inauguration de nouvelles lignes ferroviaires, soit en métro et en tramway.

Pour rappel, le secteur public marchand a été ventilé entre différents ministères, avec 18 SGP et 6 EPE non affiliées dans le secteur de l'industrie, 3 SGP et 4 EPE non affiliées dans le secteur des transports,

et 3 SGP et 1 EPE non affiliées dans le secteur de l'agriculture.

En août 2014, le Conseil des participations de l'Etat (CPE) avait validé le projet de la nouvelle configuration du secteur public marchand industriel, présenté par le ministre de l'Industrie et des Mines, en rapport avec la création de nouveaux groupes publics à partir des SGP.

Il s'agissait, selon le projet soumis au CPE, de réorganiser les 18 sociétés de gestion des participations de l'Etat (SGP) et les 5 entreprises publiques économiques (EPE) non affiliées relevant du secteur. Un projet qui donne lieu à la mise en place des douze nouveaux groupes publics.

A. B.